



FEDERATION GENERALE DES FONCTIONNAIRES FORCE OUVRIERE

46, rue des Petites Ecuries - 75010 PARIS

Tél : 01.44.83.65.55 - Fax : 01.42.46.97.80

E-mail : contact@fo-fonctionnaires.fr - Site : <http://www.fo-fonctionnaires.fr>

Communiqué de presse

Acte III de décentralisation et Modernisation de l'action publique : Un contrat anti républicain !

Le 8 janvier 2013, la ministre de la fonction publique s'est exprimée devant les élus pour le 30^{ème} anniversaire de la décentralisation.

Pour expliquer le nouvel acte de décentralisation, la ministre parle de contrat entre l'Etat et les collectivités. Contrat qui pourra être différent d'une région à une autre avec l'Etat mais aussi entre collectivités suivant les régions.

Comme l'a déjà dit FO, cela marquerait la fin de la République une et indivisible, avec la mise en place d'une république des territoires. Au-delà de l'impact sur les usagers du service public, sur les agents publics, c'est aussi à terme l'incapacité pour l'Etat de suivre et de piloter efficacement des politiques publiques, tant les acteurs et les interlocuteurs qui la mettront en œuvre seront différents et multiples.

Dans le même temps, le 9 janvier 2013, une circulaire du Premier ministre adressée aux préfets engage une nouvelle réforme de l'administration de l'Etat au plan territorial.

Voici resurgir la RéATE*, avec 4 chantiers tels que la mobilité interministérielle, l'allocation des ressources humaines, l'harmonisation et la simplification du dialogue de gestion et l'organisation des fonctions support de proximité. L'objectif est clairement affiché par le Premier ministre : il faut réorganiser les services de l'Etat au plan territorial pour mieux justifier les réductions d'effectifs et anticiper les perspectives de désengagement de l'Etat par l'acte III de décentralisation à venir.

Pour la FGF-FO, ne pas arrêter l'expérimentation du Conseil d'Alsace, organiser une Réate 2, et une MAP* sur les trois versants de la fonction publique (pire que la RGPP*), ce n'est ni plus ni moins que la continuité du désengagement de l'Etat pour respecter les critères budgétaires européens, synonymes de rigueur et d'austérité.

La réforme du service public est donc toujours envisagée sous la seule orientation budgétaire, le gouvernement actuel doit l'assumer comme ses prédécesseurs, c'est cela le courage politique !

La FGF-FO va continuer d'informer largement les agents publics et les usagers, et ce dès le 24 janvier 2013. Une chose est sûre, on ne peut pas impunément mettre à mal la République et ses valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité pour satisfaire les marchés financiers. Moins d'Etat, c'est plus d'inégalités pour les citoyens !

La FGF-FO dit NON, NON et encore NON !

*RéATE (Réorganisation de l'Administration Territoriale de l'Etat)

*MAP (Modernisation de l'Action Publique)

*RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques)

Fait à Paris, le 11 janvier 2013